

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Patrimoine mondial: actualisation de la liste indicative du Gabon

Charly NYAMANGOY-BOTOUNOU
Libreville/Gabon

RESTITUER l'inventaire pilote de la mise à jour de la liste indicative du patrimoine culturel gabonais. C'est l'objet d'un atelier organisé, mardi dernier à Libreville, au musée national par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). " Cet atelier nous soumet à un exercice consistant à actualiser la liste indicative, c'est-à-

dire les biens que le Gabon souhaite inscrire au patrimoine mondial de l'Unesco ", a précisé Claudine Augée-Angoue, anthropologue et participante à l'atelier. Tandis que Ludovic Obiang, directeur de l'institut de recherche en sciences humaines (IRSH) précise qu' " il s'agit principalement d'un bien naturel, la chute de l'Impératrice Eugénie de Fougamou. Ce site a été retenu parce qu'il correspond aux critères indiqués par l'Unesco. Il sera proposé au ministère de la Culture pour l'inscrire



Photo: BOTOUNOU
Une vue des participants au musée national.

sur la liste indicative, pour enfin procéder à l'inscription au patrimoine universel de l'Unesco ". Ces assises, qui permettront de finaliser le processus de révision de la liste indicative du Gabon, 10 ans après, sont l'aboutissement d'un travail qui a commencé en amont. Celui-ci a permis d'évaluer la vue potentielle à la fois des nouveaux biens et celles des biens existant sur la liste indicative. Ainsi, dans le cadre

du contrat de services entre le bureau de l'Unesco de Libreville et l'IRSH, un atelier sur les mises à jour de la liste indicative des biens culturels du Gabon avait été organisé le 12 mars 2021. L'objectif était de former et de sensibiliser les chercheurs de l'IRSH et des techniciens du ministère de la Culture et des Arts dans la mise en œuvre de la convention pour le patrimoine mondial au Gabon. Les sites, les grottes de Bongolo à Lebamba,

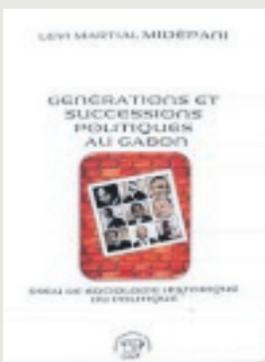
la mission de Notre-Dame-des-Trois-Épis-de-l'Équateur de Sindara, la mission Saint-Martin-des-Apindji et les chutes de l'Impératrice, ont été le cadre empirique de l'enquête de terrain. Le travail effectué par les enquêteurs sur les différents sites a permis de rendre la liste indicative actualisée du Gabon disponible prêt à être transmise au gouvernement pour soumission au centre du patrimoine mondial.

Livres

Génération et successions politiques au Gabon

UN travail patient, fouillé et illustré que celui de Levi Martial Midépani. Ce dernier s'attache à établir des " portraits " générationnels nécessairement inscrits dans des environnements et des temporalités particuliers. Après une introduction générale où l'auteur présente le contexte, les concepts et la méthode qui ont encadré sa recherche, il présente comme un champ politique " pluraliste " l'héritage politique colonial qui va des années 1920 à 1967. À ce stade, deux figures majeures émergent: Léon Mba et Albert Bernard Bongo, les deux premiers présidents de la République gabonaise. Dans un deuxième temps, Levi Martial Midépani présente ce qu'il nomme la " parenthèse autoritaire ". Une période de près de trois décennies, qui court de 1967 à 1989. Dans cette période, a surgi le groupe des " Jeunes turcs et membres de la génération intermédiaire ". La figure principale qui se révèle dans ce contexte est celle d'Albert Bernard Bongo, avec la création du Parti démocratique gabonais (1968). Mais les membres de la génération intermédiaire ne sont pas en reste, constitués essentiellement des anciens affidés de la Fédération des étudiants d'Afrique noire (FEANF) et de sa branche de l'Association générale des étudiants gabonais (AGEG). Pour finir, l'essai de Midépani traite de la libéralisation des années 1990. Précisément, il y est question de la

transition qui débouchera sur le " renouveau démocratique ", ainsi que du personnel politique de cette période. On comptera dans cette galerie les " appelistes " et les " rénovateurs " du Parti démocratique gabonais, de même que les opposants " modérés " et les " radicaux ". Dans cette partie aussi, sont questionnés le recyclage des élites, les nouveaux enjeux, les nouvelles pratiques et l'irruption des managers en politique. Sur ce point, l'auteur essaye de " comprendre pourquoi, malgré l'introduction de certaines normes et pratiques de la démocratie libérale en 1990 (multipartisme, libertés syndicales, élections pluralistes, libertés de la presse et d'association, etc.) de nouvelles personnalités et de nouvelles pratiques politiques ont du mal à s'imposer ". Des essais d'explication sont tout de même présentés. Dans un style accessible et un développement des arguments convenable, Levi Martial Midépani emporte la conviction. Toutefois, nous partageons les nuances soulevées par le préfacier, Guy Rossatanga-Rignault, dans sa " disputatio ", où il montre les limites et les dangers d'une contextualisation excessive de quelques concepts ayant fait leurs preuves sous d'autres cieux et à propos d'autres objets.



RN

Lutte anti corruption: l'appui de l'UE au Gabon

Hans NDONG-MEBALE
Libreville/Gabon

DANS le cadre de ses missions, le ministère de la Promotion de la bonne gouvernance et de la Lutte contre la corruption, en collaboration avec l'Union européenne (UE), a ouvert hier en présentiel à la SING et en ligne, un webinaire sur les mécanismes de lutte contre la corruption et de transparence à l'intention des directeurs généraux des administrations centrales. Ce séminaire de formation de trois jours s'achève demain. Cet atelier d'échanges s'articule autour des outils de bonnes pratiques et de renforcement des capacités des agences techniques de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux. Durant la première journée, les panélistes ont échangé sur plusieurs



Photo: H.N.M
Le ministre de la Bonne gouvernance, Francis Nkea Ndzigue, à l'ouverture des travaux.

modules dont les politiques et mécanismes de coordination entre les différentes agences chargées de la prévention et de la répression de la corruption et du blanchiment d'argent. Selon le ministre Francis Nkea-Ndzigue, " l'étroite et franche collaboration entre le Gabon et l'Union européenne a permis de mettre en place cette formation, qui, faut-il le rappeler, se tient dans un contexte particulier en raison de la pandémie de Covid-19. Les différents modules

contenus dans ce séminaire synthétisent les initiatives fortes développées et mises en œuvre par le Plan d'accélération de la transformation ". Pour Rosario Bento Pais, ambassadrice de l'UE au Gabon, " ce séminaire est un excellent moyen pour partager l'expertise européenne en matière de lutte contre la corruption, le blanchiment des capitaux. La bonne gouvernance est une priorité de l'Union européenne dans le but d'inspirer le changement ".